



33^e CONGRÈS

4-5 AVRIL 2018 TOURS



Libertés, inégalités, fraternité : peut-on changer la donne ?

PRÉ-MANIFESTE du Congrès de l'Uniopss

Comment agir dans le tourbillon des réformes ?

Un contexte décisif...

Inégalités sociales et territoriales, sentiment d'injustice sociale, absence de confiance en l'avenir... de nombreux thèmes pourtant centraux pour la cohésion sociale ont été relativement absents du paysage politique et médiatique lors des dernières élections. Pourtant, comme le souligne l'Uniopss dans le projet de société qu'elle a porté en 2017, « le partage des richesses n'a jamais été aussi inégalitaire, l'inégalité d'accès aux droits fondamentaux ne cesse de s'aggraver. » Les enjeux sont nombreux : un meilleur accès de tous aux droits de tous, une Europe plus sociale, une approche plus préventive, notamment dans les politiques de la

santé, de l'autonomie ou de la délinquance... Sans oublier la participation de tous à un projet commun, enjeu fondamental pour la démocratie.

Il est donc urgent de **mieux prendre en compte les questions sociales dans le débat public, pour réaffirmer la solidarité en actes et peser sur l'ensemble des politiques publiques.** Le 33^e Congrès de l'Uniopss est, pour les acteurs de la solidarité, un temps fort de mobilisation et d'interpellation des pouvoirs publics, un peu moins d'un an après le début d'une nouvelle mandature : l'occasion d'affirmer leur vision, leurs priorités, leur potentiel d'engagement et d'innovation sur les territoires, pour la construction d'une société durable. ■





Le scénario du rebond est-il encore d'actualité ?

Lors du 32^e Congrès de l'Uniopss en avril 2016 à Montpellier, 5 scénarios exploratoires avaient ouvert le débat :

le scénario de « **la dislocation sociale** » où les fractures de la société s'accroissent, signant ainsi l'échec des politiques publiques et l'échec des associations; « **l'inertie ou le compromis permanent** », où la société est bloquée dans une forme d'enlisement dont l'issue est incertaine, laissant les associations en tension entre des contraintes, sans sortie par le haut...; « **la gestion** », où la société est rationalisée, où l'orthodoxie budgétaire prime et occulte les indicateurs sociaux, avec des associations survivant en demi-teinte, désormais seulement gestionnaires; « **la critique sociale** », où les acteurs sociaux se mobilisent contre l'exclusion, où les médias relaient et amplifient la demande de

modification des politiques publiques; et où les réponses des associations sont très attendues...; et enfin « **le rebond** », où les dynamiques sociales sont mobilisées dans un mouvement de réappropriation démocratique : dans ce scénario, les associations affichent des valeurs plus audibles, montrent des projets en action, assumant l'enjeu d'un équilibre entre innovation et structuration. Le choix du scénario du rebond avait alors débouché sur l'identification de leviers dans trois grands domaines, pour « faire système » : les enjeux sociétaux, les politiques publiques, le rôle des associations. Alors que les contours de la politique du quinquennat se dessinent de plus en plus clairement, qu'en est-il aujourd'hui ? ■

Quel projet de société ?

Les premières contributions au Manifeste du Congrès cernent des enjeux majeurs, des priorités pour l'avenir, des valeurs essentielles à promouvoir.

Une société qui place la personne humaine au centre : une personne à part entière, porteuse de droits qui doivent être défendus lorsqu'une situation de fragilité les met à mal. Une personne qui est d'abord un être vivant et ne peut être réduite ni à l'ensemble des dispositifs dans lesquels elle s'inscrit, ni aux capacités de production qu'elle représente. Un projet humaniste, visant l'humanisation de la société.

Une société qui décline ses valeurs dans le droit : une société où les droits spécifiques favorisent l'accès de tous au droit commun. Une société où la justice participe de la cohésion sociale en instaurant des droits accessibles à tous, garantissant à chacun la possibilité d'être acteur de sa propre histoire, conjuguant prévention, médiation et réparation pour construire le lien entre l'individu et la société. Une société tolérante, libre, protectrice au sujet de la liberté d'expression.

Une société inclusive : une société soutenant l'égalité des chances, permettant à tous, même les plus fragiles, même dans des territoires isolés, d'accéder à des services adaptés et de qualité, de construire un parcours; une société qui permette à chacun de s'exprimer, de contribuer, de se sentir utile, de s'épanouir et de se réaliser à travers ses talents et ainsi de trouver un pouvoir d'agir et du sens. Une société portant un regard bienveillant sur les personnes atteintes de handicaps, qui fasse place à tous dans la pratique culturelle, le sport. Une société inclusive soucieuse

aussi au sujet de la place des professionnels, qui innove au sujet de leur parcours, de leur installation, de leurs conditions de vie et de travail. Une société responsable et entrepreneuriale.

Une société de bien commun, en capacité d'articuler l'individuel et le collectif ; une société qui porte la fraternité, où chacun trouve sa place mais où la dimension collective existe pleinement. Une société civile solidaire, avec une mobilisation de tous sur les problèmes de la société, l'engagement de tous dans la vie publique, les politiques publiques et les dispositifs, incarnant une responsabilité collective pour la promotion du bien commun et du mieux-être des personnes. Une société où la solidarité intergénérationnelle est présente. Une société plurielle, assumant la diversité, fondée sur le respect de l'autre et de la différence, pour vivre ensemble dans la confiance et dans la fraternité.

Une société durable, dont le développement repose sur une économie plus éthique, ancrée dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire, dont le projet s'inscrit dans le temps long, dont la logique économique est au service des communautés humaines, attentive à la finitude des ressources et à l'exigence d'une logique collective construite pour les préserver et les partager. Une société qui mise sur l'éducation à l'éthique pour ancrer les valeurs humanistes dans le rapport à soi, le rapport aux autres et l'ouverture qu'il suppose. ■





Quelles politiques publiques?

Les premières contributions au Manifeste du Congrès dressent le panorama d'une situation souvent tendue...

- > La nécessité d'une **vision d'ensemble**, d'une **approche plus systémique**, reliée à une perspective à moyen et long terme, avec une plus grande anticipation.
- > L'enjeu de politiques qui **prennent réellement la mesure des situations vécues par les personnes confrontées à la précarité et aux difficultés sociales**. Des politiques **clairvoyantes qui ne restent pas prisonnières des clichés** sécuritaires et parviennent à faire face au risque de la montée des extrêmes.
- > L'attente de politiques qui garantissent **l'accès de tous au droit commun** et soient mobilisées sur l'accès aux droits des personnes les plus défavorisées.
- > L'exigence de **politiques publiques qui agissent au sujet des dysfonctionnements** : inégalités d'équipements, inégalités d'accès, persistance des politiques en tuyau d'orgue et des financements croisés,...
- > L'enjeu d'une **observation partagée** qui en amont, au-delà des diagnostics généraux et des statistiques, ne passe pas à côté de la réalité vécue et, en aval, cherche à observer des effets et pas seulement à « évaluer » ou « mesurer ».
- > La nécessité de **réaffirmer la perspective de co-élaboration**, avec les associations notamment, pour retrouver le sens, à contre-courant de l'appauvrissement du dialogue avec les pouvoirs publics qui découle de la généralisation des logiques d'appel d'offres et de concurrence.
- > L'attente de **politiques qui respectent les citoyens, impliquent et écoutent les personnes concernées**, prennent en compte **leur capacité à co-construire** les politiques au niveau national comme au niveau local. Des politiques qui soutiennent leur engagement, recréent le lien social et, face au discrédit des institutions politiques et des acteurs politiques, soutiennent aussi les associations dans leur capacité à favoriser l'expérience démocratique.
- > **Le besoin d'une politique ambitieuse de l'innovation sociale**, portée par une stratégie interministérielle associant notamment la justice, l'éducation nationale, la santé, l'intérieur, la recherche, ..., portant une culture de l'innovation dans l'ensemble de l'enseignement du secondaire et dans tous les instituts du travail social, soutenant plus largement les pratiques innovantes des acteurs, favorisant l'expérimentation et la collaboration. Une politique de l'innovation qui laisse des marges de manœuvre aux acteurs.
- > L'enjeu de la **solidarité nationale**, en butte à la montée des inégalités du fait de la privatisation des financements. La question de la justice sociale. ■





Quel rôle des associations ?

Les premières contributions reçues témoignent d'associations qui agissent, innovent, se transforment et portent des convictions sur leurs valeurs.

- > La promotion des **valeurs humanistes**, dans une organisation de plus en plus technocrate, où se diffusent les valeurs marchandes.
- > La **compréhension et l'accompagnement des évolutions sociétales**, la capacité de se projeter, porter une adaptation à ces évolutions, prendre en compte les sujets « émergents », comme le développement durable, les nouvelles technologies, ...
- > La **connaissance des publics et des précarités**, le rôle de veilleur, la capacité à observer des réalités territoriales, à travailler sur le repérage des besoins.
- > La **non-lucrativité** : la volonté de **proposer une réponse à tous**, même avec des revenus modestes. La **mobilisation pour l'intérêt général** et la capacité à s'investir pour cela dans des projets de long terme.
- > Le **développement de la participation des personnes à l'élaboration des projets**.
- > La **capacité à mobiliser des citoyens volontaires et l'engagement de tous**.
- > L'**expertise, la connaissance fine des situations de difficulté sociale et la capacité à innover et apporter des réponses adaptées**. L'innovation, qu'elle soit humaine, technologique ou managériale. La capacité à oser et prendre des risques.
- > La **capacité à faire vivre la démocratie locale**, par des liens avec les familles, les élus,... La capacité à être un lieu d'expérience de la démocratie en étant tout à la fois un lieu de rencontre, d'interconnaissance, par la vie des projets locaux.
- > La **capacité à incarner les valeurs de l'ESS**, à valoriser des activités et une pratique économique qui témoignent de la vitalité de l'initiative privée non lucrative. La capacité à porter un modèle singulier, qui assume l'entrepreneuriat social mais ne renonce pas au socle de son rôle socio-politique.
- > La **capacité à peser politiquement**, à interpeller et être un aiguillon, à « agir » pour des politiques solidaires pour tous, à être en partie supplétifs des pouvoirs publics mais tout autant terreau d'initiatives. ■



**Pour peser dans
le débat public...**

Pour agir...

**Participez
au 33^e Congrès
de l'Uniopss**

**Contribuez
au Manifeste
du Congrès**

les associations de solidarité s'engagent !

→ Rendez-vous sur congres2018.uniopss.asso.fr